

## Jean-Michel Blanquer envisage l'extension du 2e professeur principal à d'autres niveaux

"Nous devons arriver à ce que les élèves prennent leur décision dans un esprit de liberté et de responsabilité", déclare Jean-Michel Blanquer lors de la journée du refus de l'échec scolaire organisée par l'Afev sur le thème de l'orientation, le 19 septembre 2018. Le MEN veut développer les "passerelles" par opposition aux "impasses" du système actuel, envisage l'extension du 2e professeur principal à d'autres niveaux et des personnels d'orientation partagés entre le scolaire et le supérieur. L'Afev a présenté une [enquête](#) sur l'orientation des collégiens de milieu populaire.



Jean-Michel Blanquer est intervenu lors de la 11e journée du refus de l'échec scolaire organisée par l'Afev, le 19 septembre 2018. Maïwenn Lamy

"Nous avons des discours de la deuxième, et même de la troisième chance à tenir", déclare Jean-Michel Blanquer lors de la journée du refus de l'échec scolaire organisée par l'Afev, cette année consacrée à l'orientation. "Nous devons arriver à ce que les élèves prennent leur décision dans un esprit de liberté et de responsabilité : jamais d'impasses, jamais de couloir, mais des passerelles", poursuit-il.

Le ministre précisera "au cours des prochaines semaines ce qui peut évoluer en matière d'orientation, notamment à la faveur de la réforme du lycée". Pour cela, il s'appuiera notamment sur l'étude présentée par l'Afev sur l'orientation des collégiens de quartiers d'éducatons prioritaires qu'elle accompagne (cf. encadré), mais il a déjà abordé quelques-unes de ses priorités. Il appelle à avoir une vision pour l'orientation "dans le temps" et estime qu'il faut, dès le collège parler des questions d'orientation.

L'orientation "doit être dans l'ADN de la formation des professeurs"

Revenant sur le "changement de paradigme" introduit par l'arrivée d'un deuxième professeur principal en classe de terminale, Jean-Michel Blanquer "n'exclut pas l'extension de cette mesure à d'autres niveaux".

Il estime également que "nous devons prévoir des ponts plus importants, comme des personnels de l'orientation partagés entre les deux mondes de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur". "Il est important d'avoir des personnels dédiés à l'orientation, mais ils ne sont que la pointe du dispositif. C'est l'ensemble des adultes qui doit être investi dans l'orientation, à savoir les familles, mais aussi l'ensemble des acteurs au premier rang desquels les

professeurs", ajoute le ministre. En ce qui concerne ces derniers, Jean-Michel Blanquer juge que l'orientation "doit être dans l'ADN de leur formation".

créer une nouvelle alliance avec les régions

Faisant référence à la réforme de l'orientation, introduite par la loi "avenir professionnel" ([lire sur AEF info](#)), le ministre insiste sur sa "volonté de créer une nouvelle alliance avec les régions sur ce sujet". "Cela ne signifie pas un désengagement de l'État. Nous devons avoir une politique de l'orientation qui allie l'État aux régions en permettant à ces dernières de mieux faire connaître les métiers qui existent sur leur territoire en mobilisant mieux les ressources pour cela", précise-t-il.

Le ministre annonce qu'il va, "avec l'Onisep, engager des efforts pour développer les outils numériques". "L'intelligence artificielle va nous permettre de progresser", juge enfin Jean-Michel Blanquer. "Le professeur ou le conseiller d'orientation assisté par la machine, le numérique qui favorise le travail en équipe... tout cela nous permettra d'être plus efficaces au service de nos élèves", assure-t-il.

### **32 % des élèves de 3e n'ont jamais rencontré de Psy-EN**

L'Afev a mené une enquête entre mai et juin auprès de 718 élèves de 4e et de 3e scolarisés dans les collèges de l'éducation prioritaire avec lesquels l'association a développé un partenariat. La famille est le premier interlocuteur sur les sujets d'orientation pour 88 % des jeunes, et ce poids interroge l'Afev : "les familles des jeunes interrogés, résidant dans les quartiers de l'éducation prioritaire, ne possèdent globalement pas l'ensemble des ressources permettant d'éclairer pleinement les choix d'orientation : moindre connaissance des filières d'orientation, moindre diversité de métiers dans les quartiers, réseaux professionnels plus restreints, etc.", note l'association.

L'enquête montre que "les jeunes tendent à davantage faire appel aux établissements lorsque les familles sont moins en mesure de répondre à leurs besoins". En effet, 28 % des jeunes dont les deux parents travaillent ont rencontré un psy-EN en rendez-vous individuel, contre 42 % de ceux dont seule la mère travaille. L'Afev regrette cependant qu' "une partie significative des jeunes de 3e déclarent rester à l'écart de l'offre institutionnelle". 32 % des 3e disent n'avoir jamais rencontré de psy-EN.

56 % des jeunes interrogés déclarent enfin avoir peur de ne pas réussir à réaliser leur projet professionnel par crainte de l'échec. "Nous devons en finir avec cette politique de l'inhibition, c'est un problème typiquement français. L'enjeu est de permettre aux élèves de se projeter positivement dans l'avenir", a réagi Jean-Michel Blanquer après avoir pris connaissance de ces chiffres.